



Territoire d'énergie Côte-d'Or - SICECO

9A, rue René Char BP 67454

21074 DIJON Cedex



**Service Public de distribution de chaleur de la
commune de Saulieu (Centre)**



CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC



Convention d'occupation du domaine public

Entre les soussignés :

Entre : Le **Syndicat d'Énergies de la Côte d'Or (SICECO)** au titre de sa Régie Côte-d'Or Chaleur pour la distribution publique de chaleur (ci-après « l'Occupant »),

Ayant son siège : 9A rue René Char BP 67454 21074 DIJON Cedex,

Représenté aux fins des présentes par Jacques Jacquenet, son Président,

Dûment mandaté à cet effet par délibération du Comité Syndical en date du 15 décembre 2025 ;

D'une part ;

Et : La **Collectivité : Commune de Saulieu** (ci-après la « Commune »),

Ayant son siège : 1 Place de la République, 21210 SAULIEU

Représenté aux fins des présentes par Martine MAZILLY, son Maire,

Dûment mandatée à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 24 novembre 2025 ;

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 — OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'occupation du domaine public du réseau de chaleur de Saulieu Centre, dont le SICECO est maître d'ouvrage via sa Régie Côte-d'Or Chaleur.

ARTICLE 2 — DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour une durée de 20 ans à compter de sa signature, renouvelable par tacite reconduction pour 10 ans sans pouvoir excéder cinquante ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La durée de la convention pourra être abrégée selon les clauses prévues ci-après.

ARTICLE 3 — DÉSIGNATION DES LIEUX OCCUPÉS

Zone Centre de Saulieu comprenant Chemin des Ardillières, Avenue de la Gare, Rue des Fourneaux, Avenue Bernard Loiseau, Rue du Collège, Place Monge, Rue de la Brèche et Rue Sallier, selon tracé du réseau joint en annexe.

ARTICLE 4 — ÉTAT DES LIEUX

L'Occupant déclare avoir une parfaite connaissance desdits lieux et les accepter en l'état, renonçant à réclamer aucune réduction de redevance, indemnité pour quelque motif que ce soit, notamment au cas d'erreur, défaut, non-conformité des lieux avec une réglementation quelconque.

Il devra en particulier, effectuer, à ses frais exclusifs, tous aménagements et modificatifs requis par une réglementation quelconque, présente ou à venir et après avoir obtenu l'accord préalable et exprès de la Commune.

Il assurera tous les frais de raccordements et de branchements aux divers réseaux, sans qu'il puisse à la fin du contrat prétendre pour cela à une quelconque indemnisation ou reprise.

Aucun aménagement extérieur (mobilier, etc., ...) sur les lieux ne sera autorisé.

L'Occupant devra laisser en permanence, les lieux en bon état d'entretien et de propreté. La Commune se réserve le droit de réclamer le rétablissement de tout ou partie des lieux dans leur état initial, avec le choix entre l'exécution matérielle des travaux nécessaires aux frais de l'Occupant ou une indemnité pécuniaire, tous droits et taxes en sus, représentative de leur coût.

ARTICLE 5 — ACTIVITÉ(S) EXERCÉE(S) PAR L'OCCUPANT

Au titre de sa compétence « Distribution Publique de Chaleur et de froid » dans le cadre de sa Régie Côte-d'Or Chaleur, le SICECO construit et exploite des chaufferies avec réseaux de chaleur et gère la vente de chaleur aux abonnés du réseau. La Régie Côte-d'Or Chaleur porte ainsi les investissements et le financement des installations, qui relèvent donc de la propriété du SICECO. Le développement de ces projets s'effectue sur le territoire des adhérents du Syndicat.

Selon les projets, ces chaufferies peuvent être amenées à être construites sur des parcelles communales, communautaires, ou de la propriété d'une autre collectivité (Département, ...), voire d'un privé. Quant aux réseaux, ils chemineront prioritairement sur le domaine public.

Aussi, une occupation du domaine public dudit réseau de chaleur par le SICECO est nécessaire pour la construction du réseau. C'est l'objet de cette convention.

ARTICLE 6 — MODALITÉS D'EXPLOITATION

Sous peine de résiliation immédiate, l'exploitation ne pourra porter atteinte à la tranquillité, la sécurité et à l'hygiène publique. Dans ce cas, elle ne donnera lieu à aucune indemnisation. Aucune nuisance sonore de quelque nature que ce soit n'est autorisée.

L'Occupant disposera de deux heures avant et deux heures après l'ouverture de son activité pour effectuer les tâches nécessaires à la mise en ordre, la préparation, le nettoyage, etc. ... liés à ses activités.

La Commune pourra effectuer ou faire effectuer tout contrôle à l'effet de vérifier, notamment, les conditions d'occupation et d'utilisation des lieux.

ARTICLE 7 — HYGIÈNE ET PROPRETÉ

L'Occupant doit veiller au ramassage des déchets provenant de son activité.

ARTICLE 8 – REDEVANCE

En contrepartie d'occuper le domaine public, l'Occupant s'engage à verser une redevance annuelle de 1 € symbolique (1 euro symbolique).

ARTICLE 9 — ASSURANCE - RECOURS

L'Occupant s'engage à couvrir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée du fait de ses activités dans tous les cas où elle serait recherchée, notamment à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non aux précédents, causés aux tiers ou aux personnes.

ARTICLE 10 — CARACTÈRE PERSONNEL DU CONTRAT

L'Occupant s'engage à s'occuper lui-même et sans discontinuité les lieux mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est rigoureusement interdite, et ce, y compris dans le cadre d'une location gérance.

La présente convention est accordée personnellement et en exclusivité à l'Occupant et ne pourra être rétrocédée par lui.

Le non-respect de cette clause entraînera la résiliation immédiate et sans indemnisation du présent contrat.

En cas d'arrêt d'activité de sa Régie Côte-d'Or Chaleur, le présent contrat cessera.

ARTICLE 11 — DEMANDE DE RÉSILIATION PAR L'OCCUPANT

L'Occupant pourra demander à la Commune la résiliation de l'autorisation qui lui aura été accordée par le présent contrat mais il devra présenter sa demande trois mois au moins avant l'échéance annuelle, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Commune, qui l'acceptera, étant entendu que cette mesure ne saurait donner lieu à une indemnité au profit de l'Occupant.

ARTICLE 12 — RÉSILIATION PAR LA COMMUNE

En sus des clauses de résiliation évoquées dans les articles ci-avant, et ne donnant pas droit à indemnisation, la Commune se réserve le droit de résilier la présente convention, et ce, pour tout motif d'intérêt général.

La dénonciation de la convention par anticipation par la Commune interviendra sans préavis pour des impératifs d'utilisation de l'espace pour des nécessités publiques ou des aménagements publics dont la réalisation ferait apparaître des contraintes de temps en matière de sécurité ou hygiène publique notamment.

ARTICLE 13 — RÉSILIATION DU FAIT DU COMPORTEMENT DE L'OCCUPANT

En sus des clauses de résiliation évoquées dans les articles ci-avant, la présente convention pourra être résiliée par la Commune par simple lettre recommandée avec accusé de réception, au cas d'inexécution par l'Occupant et l'une quelconque de ses obligations, quinze jours calendaires après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée en tout ou en partie sans effet pendant ce délai.

Fait à Dijon, le

Pour l'Occupant :

Pour la Commune

Jacques JACQUENET, Président

Martine MAZILLY, Maire

Annexe : Tracé du réseau